

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Installation n°66.1371

Contexte et constats

Publié sur



LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)

lieux-dits:Sarat de la Pieta, Papelauque
Las Esperenes, Le Fournas
66390 BAIXAS

Références : 2022-115-PR/EX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS) implanté lieux-dits:Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas 66390 BAIXAS. L'inspection a été annoncée le 25/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale sur la gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.

Le plan pluriannuel de contrôles des ICPE fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an (la dernière visite périodique a été réalisée le 24 mai 2022).

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les prescriptions de l'AP n°1183/91 du 26 juillet 1991 et l'APC n°1534/07 du 14 mai 2007 ont été remplacées par celles de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2021183-0003 du 2 juillet 2021 autorisant l'installation pour une durée de 15 ans (fin d'exploitation en 2036).

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2021 et l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)
- lieux-dits:Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas 66390 BAIXAS
- Code AIOT dans GUN : 0006601371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Initialement la société PROVIA SA a été autorisée par arrêté du 10/11/1972 à exploiter une carrière de calcaire située sur la commune de BAIXAS aux lieux-dits « Las Espereres » et Serrat de la Pietat ». La société EURL « les carrières de BAIXAS et de l'AGLY », a été autorisée par arrêté du 26/07/1991 à poursuivre et étendre l'exploitation de cette carrière de calcaire pour une production maximale de 2.000.000 tonnes par an et une durée de 30 ans (fin d'autorisation au 26/07/21).

Cette autorisation a été transférée au groupe LAFARGE en 1998. Suite à des restructurations internes au groupe, la dénomination sociale de l'exploitant a fait l'objet de plusieurs changements ; l'exploitant actuel est la SAS LAFARGE GRANULATS.

La société Lafarge Granulats a été autorisée par arrêté du 2/07/2021 à poursuivre l'exploitation de cette carrière pour 15 années et approfondir le fond de fouille de 10 mètres. La carrière située sur la commune de BAIXAS, aux lieux-dits « Las Espereres », « Le Fournas » et « Serrat de la Pietat » a une surface de 45,6 ha. La production annuelle maximale autorisée est de 800.000 tonnes.

Les matériaux produits sont actuellement utilisés comme granulats pour le bâtiment et les travaux publics.

Les matériaux sont transformés sur place dans une unité de traitement de 1360 kW qui dispose d'un arrêté préfectoral sans limite de durée datant du 10/08/2011. De même, les autres installations classées du site (stations de transit visées par les rubriques ICPE 2516-2517) disposent d'attestations administratives autorisant leur exploitation sans limite de durée et de manière indépendante à l'autorisation préfectorale de la carrière.

La méthode d'exploitation reste globalement identique à celle de la demande de renouvellement de 1991. Elle prévoit une exploitation à l'explosif en phase descendante par gradins successifs de 15 m de hauteur jusqu'à la cote 90 m NGF pour le point le plus bas, avec une ouverture progressive du carreau en direction de l'Ouest et du Nord jusqu'aux limites du site (aujourd'hui atteintes).

La remise en état du site se fera avec les stériles d'exploitation et également grâce à l'accueil de matériaux inertes externes au site. Ces matériaux supplémentaires permettront un talutage / remblaiement plus important de la carrière.

La carrière dispose d'un forage d'eau sous le régime de la déclaration pour un prélèvement maximal de 7 m³/h, 160 m³/j et 24 000 m³/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale "Plan de Gestion des Déchets (PGD) d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière "

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Corrections à apporter
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Assurer le suivi des quantités et des caractéristiques des déchets
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Justifier d'un plan topographique
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Estimation cohérente des quantités de déchets
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Actualiser la description des modalités d'élimination ou de valorisation des déchets
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Mesures à actualiser avec l'étude d'impact 2020

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection montre :

- une incohérence entre les prévisions du plan de gestion des déchets (PGD) et la réalité des déchets générés par l'exploitation (Le PGD doit être actualisé),
- l'absence d'un suivi précis des déchets (Dans le cadre du PGD, l'exploitant doit assurer le suivi rigoureux des quantités et caractéristiques des déchets stockés).

Concernant le résultat de la visite, il a été relevé :

aucun fait non-conforme nécessitant des suites

(les faits non-conformes engagent la sécurité ou présentent un risque important pour la protection de l'environnement, ils ne peuvent pas être mis en conformité rapidement et conduisent l'inspection à proposer au préfet de faire application des dispositions du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité).

5 faits susceptibles de suites

Ces faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité, qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 30 jours pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions. Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à corriger dans les meilleurs délais, les écarts constatés susceptibles de mise en demeure ou de sanction.

2-4) Fiches de constats

Voir ci-après les fiches de constats dans les paragraphes 2-4-1), 2-4-2)

2-4-1) Fiches de constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le site dispose d'un stockage des déchets d'extraction et traitement. Les déchets d'extraction ont été classés inertes au sens de l'annexe I l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD), mis à jour en 2020, précise les types déchets générés : <ul style="list-style-type: none">- Terres non polluées- Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères (code 01 01 02)- Déchets et graviers et débris de pierres (code 01 04 08)- Déchets de sable et d'argile (code 01 04 09)- Déchets de poussières et de poudre (code 01 04 10)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Il existe deux verses à stériles sur le site. Celles-ci sont adossées aux fronts en fond de fosse : - l'ancienne verse est terminée et compte 24000 m ³ de déchets, - la verse en activité a une surface de 8000 m ² , elle est appuyée sur l'ancien carreau (cote 100m) et s'élève jusqu'à la cote maximale 164m). La stabilité des verses a été étudiée : - NOT1806ML_stabilité_Baixas_18042018_V2 rapport géotechnique suite à visite DREAL (établi par le géologue Maxime LARRERE). Ce rapport conclut à l'absence de risque vis-à-vis de la stabilité de l'ensemble. L'exploitant LAFARGE a mis en place un document général relatif à l'exploitation de ses carrières : « Géométrie des fronts de roches massives et des talus de roches meubles (SAB 1 du 6 janvier 2021) » qui précise les conditions de mise en verse des matériaux. Dans le cas présent le document précise les conditions des mises en verse verticale progressives. L'inspection n'a pas permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Le contrôle visuel de l'inspection n'amène aucune constatation particulière sur la stabilité, les écoulements, les envols de poussières. L'exploitant dispose d'un registre de purge et de surveillance des fronts de taille et des verses à matériaux. Celui présenté débute le 03/07/2020 et la dernière surveillance est datée du 18/05/2022. Les surveillances indiquent « rien à signaler ». Le contrôle visuel de l'inspection quant à la construction, la gestion et l'entretien des zones de stockage des déchets d'extraction inertes, n'appelle aucune remarque particulière quant à la stabilité physique et la prévention des pollutions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le plan de gestion des déchets (version 2020) précise (page 7) les lieux de stockage des déchets. La visite sur site a permis de confirmer la localisation des lieux de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le plan de gestion des déchets (PGD) contient (page 8) les procédures de contrôle ou de surveillance. Celles-ci sont celles assurées dans le cadre la surveillance environnementale de la carrière et concernent : - l'eau (suivi piézométrique de 2008 à mai 2022, analyse d'eau de février 2022) - l'air (suivi empoussiérèrent de la carrière) - santé (suivi compris dans le cadre de la surveillance environnementale globale du site) Il existe un registre de suivi de la verse avec un suivi mensuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le plan de gestion des déchets précise (page 7) le traitement ultérieur et la remise en état avec un ensemencement et plantations des lieux de stockage. L'ancienne verse qui n'est plus exploitée est en cours de "revégétalisation" naturelle. La végétalisation interviendra en fin d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

2-4-2) Fiches de constats susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un registre de suivi des déchets d'extraction. Pour justifier des quantités de déchets, l'exploitant s'est basé sur son rapport annuel de production. (pour l'équivalence m ³ - tonne, il a été pris comme densité 2t/m ³). Pour les terres non polluées, il n'y a eu pas de découverte depuis 2016. Précédemment elles ont servi au réaménagement et talutage fronts supérieurs et à la création des merlons qui ceinturent le site. Codes déchets 01 04 08 et 01 04 09, l'exploitant indique des quantités annuelles de : 2019 : 39 009 tonnes / 19 504,5 m ³ 2020 : 53 707 tonnes / 26 853,5 m ³ 2021 : 40 326 tonnes / 20 163 m ³ 2022 : 18 000 tonnes (fin mai) Le plan de gestion de déchets (PGD page 5) précise une quantité maximale pour ce type de déchets sur les 15 ans d'exploitation de 225 000 m ³ (soit 15 000 m ³ soit environ 30 000 tonnes an). L'inspection constate que la production de ces déchets dépasse sur les dernières années les prévisions du PGD. L'exploitant explique que la meilleure qualité des sables attendue sur le chantier du port de Port-La-Nouvelle, pour l'approvisionnement de la centrale à béton de LAFARGE, se traduit par des déchets supplémentaires. Code déchet 01 01 02 (« tout venant » sale mis à la verse), l'exploitant indique des quantités annuelles de : 2019 : 1 508 tonnes / 754 m ³ 2020 : 3 200 tonnes / 1 600 m ³ 2021 : 4 320 tonnes / 2 160 m ³ 2022 : 5 600 tonnes (fin mai) Le plan de gestion de déchets (PGD page 5) précise une quantité maximale pour ce type de déchets sur les 15 ans d'exploitation de 200 000 m ³ (soit 13 300 m ³ soit environ 26 600 tonnes an). L'inspection constate que la production de ces déchets est très inférieure sur les dernières années aux prévisions du PGD. L'exploitant explique qu'il exploite actuellement une partie de gisement « propre » qui génère moins de déchets. Code déchet 01 04 10 (fillers) 0/ 54 microns 2019 : 6700 tonnes 2020 : 7300 tonnes 2021 : 10 500 tonnes de fillers Ces déchets auparavant mis en verse ont été progressivement valorisés et vendus. Depuis mi 2021, l'exploitant indique qu'il n'y a plus de mise en verse de ces « fillers ». Le plan de gestion de déchets (PGD page 5) précise une quantité maximale pour ce type de déchets sur les 15 ans d'exploitation de 10 000 m ³ (soit 666 m ³ soit environ 1 332 tonnes an). L'inspection constate que la production de ces déchets est incohérente sur les dernières années vis-à-vis des prévisions du PGD. L'exploitant explique que ces déchets auparavant mise en verse ont été progressivement valorisés et vendus. Depuis mi 2021, l'exploitant précise qu'il n'y a plus de mise en verse des fillers.

L'inspection constate que :

- l'exploitant ne dispose pas de données précises sur les déchets produits par l'extraction. Celles-ci sont extrapolées de la production.
- les quantités de déchets stockées, évaluées par le PGD, ne sont pas cohérentes avec les productions de déchets annoncées par l'exploitant,
- l'exploitant ne dispose pas d'un registre de suivi précisant les quantités et les caractéristiques des matériaux stockés.

Justifications à produire par l'exploitant :

L'exploitant doit assurer un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le plan topographique annuel d'exploitation ne comprend pas explicitement la(les) zone(s) de stockage. L'exploitant ne dispose pas d'un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes pour chaque type de déchet. <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit justifier d'un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<p>Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</p> <p>Constats : L'exploitant apporte les données, relatives aux quantités et à la caractérisation des déchets, suivantes :</p> <p>Pour les terres non polluées, il n'y a eu pas de découverte depuis 2016. Précédemment elles ont servi au réaménagement et talutage fronts supérieurs et à la création des merlons qui ceinturent le site (environ 2016 stabilisé).</p> <p>Codes déchets 01 04 08 et 01 04 09, l'exploitant indique des quantités annuelles de : 2019 : 39 009 tonnes / 19 504,5 m³ 2020 : 53 707 tonnes / 26 853,5 m³ 2021 : 40 326 tonnes / 20 163 m³ 2022 : 18 000 tonnes (fin mai) Le plan de gestion de déchets (PGD page 5) précise une quantité maximale pour ce type de déchets sur les 15 ans d'exploitation de 225 000 m³ (soit 15 000 m³ soit environ 30 000 tonnes an).</p> <p>Code déchet 01 01 02 (« tout venant » sale mis à la verse), l'exploitant indique des quantités annuelles de : 2019 : 1 508 tonnes / 754 m³ 2020 : 3 200 tonnes / 1 600 m³ 2021 : 4 320 tonnes / 2 160 m³ 2022 : 5 600 tonnes (fin mai) Le plan de gestion de déchets (PGD page 5) précise une quantité maximale pour ce type de déchets sur les 15 ans d'exploitation de 200 000 m³ (soit 13 300 m³ soit environ 26 600 tonnes an).</p> <p>Code déchet 01 04 10 (fillers) 0/ 54 microns 2019 : 6700 tonnes 2020 : 7300 tonnes 2021 : 10 500 tonnes de fillers 2022 : absence de déchet depuis mi 2021 (valorisation vente) Le plan de gestion de déchets (PGD page 5) précise une quantité maximale pour ce type de déchets sur les 15 ans d'exploitation de 10 000 m³ (soit 666 m³ soit environ 1 332 tonnes an).</p> <p>L'inspection constate que les quantités par type de déchets prévues dans le Plan de Gestion des Déchets (PGD) ne sont pas cohérentes avec les données d'exploitation indiquées par l'exploitant. Elles sont minimisées pour les déchets 01 04 08, 01 04 09, 01 01 02 et à préciser pour le déchet 01 04 10, au regard de la valorisation actuelle à 100 % de ce déchet. Les déchets produits sont supérieurs aux quantités prévues alors que la production de granulats est nettement inférieure à la production théorique de 800 000 tonnes/an.</p> <p><u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit justifier d'un Plan de Gestion des Déchets précisant la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation, en cohérence avec la réalité de l'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : La description de l'exploitation est précisée pages 4 et 5 du PGD. La mise en verse est assuré par un chargeur. L'inspection constate que les modes de traitement mis en œuvre au regard de la description faite dans le PGD sont respectés, hormis pour les « fillers » (0/ 54 microns) (code 01 04 10) pour lesquels les modalités de valorisation ou d'élimination présenté n'est plus conforme à la réalité de l'exploitation (puisque la totalité est vendue depuis 2021 et n'est plus stockée en verse). <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit modifier son plan de gestion des déchets afin de le rendre conforme à l'exploitation actuelle, en actualisant : -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Un tableau synthétique (page 8 du Plan de Gestion des Déchets) précise les impacts environnementaux attendus (sol, air, eau santé). Les mesures préventives prises par l'exploitant pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement sont celles adoptées sur la carrière pour l'exploitation des minéraux (poussières, stabilité, eau...). Le plan de gestion des déchets s'appuie, pour les impacts sur l'environnement et la santé humaine des dépôts des déchets, sur l'étude d'impact de 1990. Celle-ci n'est plus d'actualité puisqu'une nouvelle étude d'octobre 2020 a été jointe au dossier de renouvellement de 2020 ! <u>Justifications à produire par l'exploitant :</u> L'exploitant doit mettre à jour son plan de gestion afin qu'il contienne au moins les éléments suivants, actualisés avec l'étude d'impact de 2020 : - la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :